

# Macédoine : après la saga du nom, Otan et UE en ligne de mire

**BALKANS** Un quart de siècle d'une dispute « exotique » entre Skopje et Athènes éclipe un lourd enjeu géopolitique

L'étrange querelle du nom qui a empoisonné tout un pan des Balkans pendant un quart de siècle est en passe de se terminer. Sur fond d'ultimes controverses, stériles, au regard de l'enjeu géopolitique sous-jacent. Tous les pronostics s'accordent pour dire que le Premier ministre grec de gauche Tsipras, artisan d'un accord enfin scellé en juin avec son homologue macédonien Zaev, parviendra à faire ratifier le deal ce vendredi après-midi par une majorité d'élus au parlement d'Athènes.

Selon les termes de cet arrangement, déjà approuvé le 11 janvier par le parlement de Skopje, la Macédoine sera rebaptisée « Macédoine du Nord ». Dans la foulée de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, le pays avait été provisoirement reconnu par la communauté internationale au début des années 1990 sous le nom barbare d'« Ancienne république yougo-

slave de Macédoine » (Arym) : jusqu'à l'accord de l'été, Athènes s'était arc-bouté sur son refus de partager avec son voisin le nom de Macédoine, qui est aussi celui de sa grande province septentrionale.

L'accord devrait être ratifié à Athènes malgré l'opposition notamment des conservateurs de Nouvelle-Démocratie (affiliés PPE au Parlement européen), dans un contexte préélectoral nationaliste exacerbé. Une opposition à laquelle s'est rallié (dans les médias grecs...) le commissaire européen et ex-ministre grec (Nouvelle-Démocratie) Avramopoulos, révélait jeudi le site Eur-

Activ : un positionnement incroyablement, en totale contradiction avec l'unanimité professée par le collège des commissaires en faveur de l'accord !

## Exemple de réconciliation

Avramopoulos qualifie l'accord

de « problématique ». Or, la Commission s'était empressée de « chaleureusement féliciter » le vote du parlement macédonien, par la voix du commissaire Hahn et de la cheffe de la diplomatie Mogherini. Car cet accord, soulignaient-ils, « montre un exemple de réconciliation pour la région et pour l'Europe dans son ensemble ». Et la fin annoncée de la saga met « de façon décisive » le pays sur la voie de l'UE.

L'Arym s'est vue octroyer le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE en... 2005. Mais l'entame des négociations d'adhésion, malgré les recommandations répétées de la Commission, s'est jusqu'ici heurtée au veto grec : la résolution de la dispute sur le nom était un préalable. Les Etats membres se prononceront à nouveau en juin sur l'ouverture de ces négociations, qu'ils ont sérieusement promises en juin 2018, à condition de mettre en œuvre

l'accord avec Athènes et de poursuivre des réformes. Skopje sait que le processus sera long : « Nous ne voulons pas adhérer aujourd'hui, nous voulons commencer le voyage », dit le ministre des Affaires étrangères Dimitrov.

Le voyage pourrait par contre se révéler express du côté de l'Otan – une perspective de nouvel « élargissement » de l'Alliance à laquelle Moscou, tout à sa confrontation avec l'Occident, s'oppose farouchement. Avec l'aide, jusqu'ici, du... veto grec.

Au sommet de juillet à Bruxelles, les Alliés ont invité Skopje à entamer les pourparlers pour les rejoindre. A Davos, où il rencontrait le commissaire Hahn et le secrétaire général de l'Alliance Stoltenberg, Zaev a souligné jeudi que la Macédoine... du Nord est « prête à ratifier le protocole d'accession ». L'ex-Arym devrait devenir le 30<sup>e</sup> pays de l'Otan au début 2020. ■

PHILIPPE REGNIER